

Le droit syndical dans l'entreprise et le rôle du DS

Nouveautés
des lois
El Khomri
et Macron

Le droit syndical dans l'entreprise régit les droits et moyens accordés aux syndicats, leurs relations avec la direction et les salariés de l'entreprise. Implantation des syndicats, acquisition de la représentativité, obligations ou invitations à négocier qui se multiplient et bien évidemment, rôle moteur du délégué syndical. L'exercice du droit syndical dans l'entreprise dans un contexte économique tendu avec une législation sociale remaniée mérite la plus grande attention.

Objectifs

- Identifier les droits et moyens du syndicat
- Positionner l'action du syndicat
- Prendre toute la mesure du rôle de DS en entreprise

À quoi sert le syndicat ?

Défense des droits et intérêts professionnels, expression des revendications. Rôle en matière de négociation collective. Articulation entre négociations et consultations. Déclenchement et soutien des conflits collectifs, capacité d'action judiciaire.

Le syndicat dans l'entreprise

Syndicats représentatifs et non représentatifs, possible coexistence. La vie de la section syndicale : mise en place, rôle, moyens matériels, animation et actions. Les représentants du syndicat dans l'entreprise : modalités et conditions de désignation des DS, DSC, RS au CSE, RSS. Représenter le syndicat dans les instances élues : CSE, CSE central, comité de groupe,...

Le rôle du délégué syndical

Coordonner les actions syndicales avec les autres IRP (CSE, DUP, CE, CHSCT), intervenir dans les instances élues. Accompagner les salariés au quotidien : les assister aux entretiens, intervenir pour régler des litiges, les renseigner utilement sur leurs droits, ... Construire l'argumentaire en appui des revendications à l'occasion de négociations obligatoires ou sollicitées. Communiquer sur les valeurs défendues par le syndicat auprès du collectif de travail.

Parmi les négociations menées par le DS

Les Négociations Obligatoires : comment s'y préparer ? Négociations sur l'emploi : thèmes et enjeux sociaux depuis les lois Rebsamen, El Khomri et la réforme Macron du droit du travail. Le protocole préélectoral : enjeux décuplés depuis la loi Rebsamen et le CSE.



1 jour
Possibilité de session
intra toute l'année



Juriste social



1400 € nets



Quel que soit le nombre
de participants



200 € de remise pour
les abonnés ALINÉA